

Pour une politique du théâtre : faisons un rêve !

Gilbert David

La traduction omniprésente mais transparente. De la traduction en sciences humaines et sociales

Numéro 258, automne 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84889ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

David, G. (2016). *Pour une politique du théâtre : faisons un rêve !*. *Spirale*, (258), 88–90.

Pour une politique du théâtre : faisons un rêve !

Par Gilbert David

Le ministre de la Culture Luc Fortin a sillonné le Québec l'été dernier pour entendre les citoyens ainsi que les milieux artistiques et culturels à propos de leurs propositions en matière de renouvellement de la politique culturelle, soit « *sur les enjeux et les défis à prendre en considération ; les orientations et les objectifs à définir* ». Le mandat est large à souhait, mais il ne laisse présager aucun bouleversement des pratiques en place, notamment en ce qui concerne le théâtre, un secteur qui en aurait pourtant bien besoin.

Chacun, dans le milieu théâtral, se plaint du sous-financement par les gouvernements. Or l'État québécois ne semble pas disposé à injecter des fonds publics additionnels - d'après moi, il faudrait que le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) alloue au moins 5 M\$ d'argent neuf au théâtre¹ - et il invite plutôt le milieu théâtral à se tourner vers des ressources alternatives comme les commandites ou le mécénat privé - on sait pourtant que celles-ci sont limitées et souvent accaparées par quelques compagnies bien en vue. Il en va de même pour le fonds d'appariement (Mécénat Placements Culture) par lequel l'État bonifie les sommes recueillies lors d'une collecte de fonds (ce qui exige beaucoup d'efforts pour un taux de réussite hasardeux). Dans les faits,

plusieurs théâtres se tournent vers une majoration du prix des places pour absorber l'augmentation des coûts (la fameuse Loi de Baumol), avec pour résultat que la sortie au théâtre devient de plus en plus une activité réservée à la classe moyenne élevée. Mais cette situation ne pourrait-elle pas évoluer positivement si, en échange de fonds nouveaux du CALQ, un consensus était dégagé en faveur de priorités d'ordre artistique ? Faisons-en le rêve. Mais avant, partons d'un premier constat.

Un constat : l'art est dissous dans la culture

Dans un article du récent dossier « Artistes, domestiqués ou révoltés ? » publié dans *Le Monde diplomatique*, Évelyne Pieiller dénonce la complaisance des démocraties européennes qui font de la culture un instrument du lien social sans égard aux conflits inhérents à la vie commune. Quant à l'art tout court, il n'existerait plus qu'en tant que « *supplément d'âme* », alors que lorsqu'« *un artiste entreprend de donner forme à sa perception, à sa compréhension du monde, et à ce qu'il souhaite en énoncer, il n'a pas pour projet d'être inoffensif, de conforter le consensus, mais de le mettre en perspective* ». Et d'ajouter : « *De fait, l'artiste est un perturbateur, quelles que soient par*

ailleurs ses convictions politiques, quand il pratique effectivement son art, qui ne se résume ni à une technique, ni à un projet, et encore moins à la copie des modèles à succès. [...] Il propose un écart, un décadrage : c'est ainsi qu'il crée du désordre, littéralement, dans nos représentations, et suscite en nous des aspirations nouvelles. »

Au Québec, il y a longtemps que le théâtre est globalement sous la coupe du goût petit-bourgeois pour les témoignages, les drames simples, les bons sentiments et la comédie facile. C'est l'auditoire de prédilection des scènes établies qui se voient créditées de tous les mérites par une entreprise radio-canadienne de nivellement par le bas, dominée par un petit club d'admiration mutuelle : je te gratte le dos, tu me grattes le dos... Dans ces conditions, il faudrait commencer par réhabiliter la notion d'art qui n'est ni un moyen de développement personnel, ni un exercice de séduction, ni même une célébration de la beauté. L'art est exigeant en temps, en imaginaire, en rigueur de pensée et, bien sûr, en argent : une société éclairée devrait soutenir ceux qui s'y consacrent vraiment et n'en font pas un simple à-côté de leurs activités mondaines (je veux dire télévisuelles).

La domestication des artistes dans nos parages a ceci de particulier qu'elle procède d'un déni qui serait risible s'il n'avait des conséquences sur l'acte même de créer. Depuis la disparition d'un Jean-Pierre Ronfard, trop peu de créateurs se consacrent à la tâche difficile de coucher sur le papier leur vision de l'art et d'y raccorder leurs choix esthétiques (dramaturgiques et scéniques) autrement que par des formulations qui fleurent bon les clichés. Il y a là un symptôme de l'absence d'autoréflexivité qui afflige l'ensemble des théâtres. Chacun s'emploie à produire, et vogue la galère ! Je suis, pour ma part, effaré de la productivité de quantité de dramaturges qui semblent intarissables en accumulant année après année œuvrettes et pièces boiteuses ou oiseuses. Une telle surproduction a un prix : l'insignifiance galopante qui devient un produit dérivé de nos téléromans qui carburent au *human interest*

jusqu'à plus soif, ou bien qui fraient avec les procédés de l'humour gras ou de la comédie facile. Et il faudrait en redemander ?

Ouvrir les consciences pour mieux résister

Je doute que notre théâtre puisse s'affranchir du régime actuel sans un véritable effort de pensée critique - auquel j'apporte ici ma modeste contribution. Par où commencer ? D'abord par la remise en cause de la culture de masse. Celle-ci s'est imposée avec une rare violence qui fait que le divertissement (mieux nommé par le mot si cru d'*entertainment*) a pris des proportions telles qu'on ne peut que l'assimiler à une opération d'abrutissement. Que l'on se comprenne bien : le divertissement n'a rien de répréhensible en soi, mais c'est son hégémonie dans l'espace public de nos sociétés posthumanistes qui fait en sorte

que nos contemporains souffrent d'un déficit d'attention et d'une résistance à l'effort qui viennent perturber leur sens des valeurs, à commencer par celles que cherche, par exemple, à inculquer le système d'éducation aux prochaines générations.

Selon le sociologue Roger Pouivet dans son étude « Des arts populaires aux arts de masse » (2007), la production de masse des industries culturelles exploite des affects « génériques », immédiatement décodables par tout un chacun, de sorte que de tels affects « *ne sont pas raffinés par une réflexion sur leur valeur et leur signification* ». La puissance de pénétration de cette production dans l'environnement socioculturel a pour conséquence que chacun est pour ainsi dire *tenu* de gérer des milliers d'artefacts audiovisuels que relaient la publicité, les journaux (y compris télévisés), les revues à potins et les réseaux sociaux : de Céline Dion

**réclamer mécaniquement
des fonds supplémentaires ne peut plus suffire.
Il me semble que le temps est venu de dégager
un espace de changement concret
dans les pratiques théâtrales au Québec.
Prêtons-nous à en rêver.**

aux superhéros de Marvel, des *selfies* de Justin Bieber/Trudeau aux mariages et divorces des célébrités, du dernier *Star Wars* à *The Walking Dead*, nul n'échappe à ce matraquage quotidien, même si ces objets l'indiffèrent. Plusieurs, en revanche, s'en délectent et en stimulent la circulation. Comment ne pas aimer les Beatles, David Bowie ou Adele ? Et j'en suis : il existe bien entendu des artistes de talent (et des films, des séries télévisées, etc.) qui ont un retentissement (mondial ou non) et qui méritent notre admiration. Mais cela doit-il hisser le délasserment et l'évasion au sommet de nos préoccupations collectives et de nos destins d'êtres pensants au détriment de toute autre représentation ? Et le théâtre en tant qu'art doit-il s'en désintéresser et faire comme si cette domination ne contribuait en rien à façonner l'horizon d'attente du public et, plutôt que d'y souscrire, ne pas tout faire pour la déconstruire et y résister ?

Il n'empêche que l'acculturation aux normes et aux standards des industries culturelles de masse va de pair avec le rejet de « l'élitisme », toujours suspect de mépris envers le « peuple », une figure comode qui nourrit la complaisance populiste aussi bien que l'idéalisation citoyenne à bon marché. Entre nous soit dit, ces questions sont quand même un peu plus compliquées... Ne faudrait-il pas que les créateurs y mettent un peu de leur ? Suis-je trop naïf de croire possible que plusieurs d'entre eux voudront bien mordre la main qui les nourrit ?

Quelles initiatives à prendre pour enclencher le changement ?

On s'émeut à bon droit de la pollution des eaux, de l'air et des terres agricoles, mais l'état de délabrement moral et politique induit par la société du spectacle ne fait pas frémir grand monde chez les membres de l'Union des artistes : *The show must go on !* L'un des moyens à privilégier pour que les

théâtres fassent mieux qu'enfiler les productions qui promettent « l'émotion en temps réel » serait de mettre à contribution des conseillers dramaturgiques qui seraient mandatés pour veiller à une compréhension optimale du matériau dramatique – et plus encore dans le cas d'un texte inédit –, en lien étroit avec le metteur en scène, qui ne serait pas relégué pour autant au rôle de second violon. Instaurer un dialogue artistique de bonne tenue au sein d'une équipe de production ne devrait-il pas aller de soi ? Ce travail devrait se faire en amont, mais aussi tout au long des répétitions et, dans le prolongement des représentations, pour les activités de médiation avec le public. Cela a nécessairement un coût et une partie de l'argent neuf devrait lui être dédiée à partir d'un programme spécifique (pour un montant aux alentours de 500 000 \$).

Au cours des dix dernières années, j'ai pu souvent constater une grande déperdition dans la qualité de la mise en scène et du jeu des acteurs. Il faut en attribuer la cause à la disponibilité très inégale des comédiens, souvent occupés par des contrats ailleurs, mais surtout par un manque de temps de répétition. De nouveaux fonds devraient être dirigés prioritairement vers ce poste budgétaire : il faudra alors payer les acteurs et les metteurs en scène durant les répétitions en augmentant sensiblement leur durée (en plus de leur temps de répétition payé à même le nombre de représentations au contrat). Un montant d'environ 2,5 M\$ pourrait être consacré à cette bonification du cachet des gens de théâtre (dont le revenu annuel moyen est pitoyable).

Un troisième volet prioritaire concerne l'établissement d'un théâtre national digne de ce nom, avec les ressources conséquentes en termes de production et de diffusion à l'échelle du Québec et de la francophonie canadienne et internationale. Ma préférence serait à l'effet de confier cette respon-

sabilité au Théâtre du Trident pour ce qui relève du répertoire national et au Théâtre d'Aujourd'hui pour la production de pièces nouvelles. Il m'apparaît que, si on admet la nécessité d'établir un tel théâtre national à deux têtes, le premier mérite d'être situé dans la Vieille Capitale, haut lieu de notre vie parlementaire ; de plus, il existe à Québec un important contingent de comédiens et autres artisans qui se consacrent au théâtre et, de toute façon, rien n'empêcherait l'institution nouvelle de faire des coproductions avec des compagnies montréalaises, ce qui ne ferait que contribuer à allonger la durée de vie des productions et leur rayonnement. Quant au Théâtre d'Aujourd'hui, il dispose déjà de deux salles qui pourront continuer d'accueillir une bonne dizaine de nouveaux textes, avec des moyens renforcés pour en assurer la réussite artistique et la diffusion en dehors de Montréal. Une somme de 2 M\$ (1,1 M\$ et 900 000 \$ respectivement) devrait accompagner cette *mesure* qu'il faut souhaiter *ministérielle*, relevant directement du cabinet, en soustrayant alors ces deux compagnies du programme régulier de subventions du CALQ, qui saura bien en faire profiter d'autres organismes.

Ces propositions auront besoin de relais non seulement dans le milieu théâtral, mais aussi dans la société civile. Une chose est certaine : réclamer mécaniquement des fonds supplémentaires ne peut plus suffire. Il me semble que le temps est venu de dégager un espace de changement concret dans les pratiques théâtrales au Québec. Prêtons-nous à en rêver. Et tant mieux si d'autres que moi y trouvent matière à partager leur propre vision d'un *aggiornamento*. ■

¹ Le théâtre a reçu un peu plus de 23 M\$ en 2014-2015 de la part du CALQ, selon son plus récent rapport : CALQ, *Rapport annuel de gestion 2014-2015*, Québec, septembre 2015. Notons que ce programme n'a pas été indexé au coût de la vie depuis 2002...